

Arbitrage, médiation et autres modes pour résoudre les conflits autrement

Edité par

Laurent Hirsch, Avocat

Christophe Imhoos, Avocat

ORDRE DES AVOCATS
DE GENÈVE

Schulthess § 2018
ÉDITIONS ROMANDES

Table des matières

Préface.....	V
Sommaire.....	VII
Liste des auteurs.....	XI
Partie A Médiation.....	1
Les métamorphoses de la régulation des conflits	
JACQUES FAGET	3
Introduction.....	3
I. La crise de la rationalité juridique.....	3
II. La reconnaissance du pluralisme juridique	4
III. Quelles métamorphoses ?.....	5
Médiation familiale et processus judiciaire : une nécessaire complémentarité au service d'un consensus parental ou entre conjoints	
LOUBNA FREIH	7
Introduction.....	7
I. Les systèmes de médiation.....	8
A. Médiation conventionnelle	8
B. Médiation judiciaire	9
II. Le médiateur familial	10
A. Qui est médiateur ?.....	10
1. Le cadre de la médiation familiale.....	10
2. Les méthodes et les outils du médiateur	11
3. Niveau de conflictualité et médiation	11
B. Travail en réseau	12
1. Collaboration avec les thérapeutes et conseillers conjugaux	12
2. Collaboration avec les intervenants sociaux	12
3. La relation avec les avocats	13
a) Situation actuelle	13
b) Vers une coopération ?	13
4. La relation avec les magistrats.....	14
C. Coûts de la médiation : une charge pour les familles	15
D. Le futur de la médiation familiale à Genève	15
Conclusion	16

La médiation en protection de l'enfance

ANNE CATHERINE SALBERG	19
I. Du droit imposé au droit négocié	19
II. L'enfant, un acteur à part entière.....	20
III. Quand l'enfant devient l'enjeu de la séparation de ses parents	21
IV. Un dispositif de médiation spécifique pour entendre la parole de l'enfant	22
A. A tous petits pas	22
B. « Papa, maman, promettez-moi de ne plus vous disputer devant moi »	23
C. « J'ai beaucoup de choses sur le cœur... »	24
V. La neutralité du médiateur, un enjeu de la médiation en protection de l'enfance.....	25
Conclusion	25

La médiation successorale

GÉRALDINE CHAPUS-RAPIN	27
Introduction.....	27
I. Les limites et opportunités qu'offre le droit en matière de succession.....	28
II. Les apports de la médiation en matière successorale	30
III. Le « bon » moment pour une médiation en matière successorale	31
A. La médiation successorale ante-décès	31
B. La médiation successorale post-décès, ante-procédure	32
C. La médiation successorale après l'ouverture d'une procédure	33
Conclusion	35

En chemin vers la résolution du conflit pénal

CATHERINE HOHL-CHIRAZI / RITA SETHI-KARAM	37
Introduction.....	37
I. Dialogue	37
II. Discussions « sous la foi du Palais »	38
III. Conciliation pénale.....	39
IV. Médiation pénale.....	43
V. Procédure simplifiée.....	46

La justice restaurative en Suisse

CAMILLE PERRIER DEPEURSINGE	47
I. La justice restaurative.....	47
A. Introduction et définition.....	47
B. Les différents processus de justice restaurative	48

1. Médiation pénale (victim-offender mediation, VOM).....	49
2. Conférence de groupe familiale ou forum de discussion (Conferencing)...	50
3. Cercle de paix ou conseil de détermination de la peine (Peace circle ou Sentencing circle).....	50
4. Dialogue restauratif.....	51
C. Les résultats de la justice restaurative	51
1. Satisfaction et réparation des victimes et des auteurs d'infractions.....	51
2. Baisse de la récidive	53
3. Baisse des coûts de la justice.....	53
II. La justice restaurative en Suisse.....	54
A. Absence de base légale en droit pénal des adultes.....	54
B. Expériences de médiation carcérale et de dialogues restauratifs	54
Conclusion : vers de nouvelles possibilités	56

Violence en milieu scolaire : pourquoi pas une médiation pénale ?

FABIENNE PROZ JEANNERET / VIKTORIA AVERSANO / VÉRONIQUE HIRSCH..... 57

Introduction.....	57
I. Les faits.....	57
II. Traitement de la procédure par le juge des mineurs	59
III. Processus et déroulement de la médiation.....	63
Conclusion	66

Médiation et conflits de voisinage

PASCALE BYRNE-SUTTON..... 67

Introduction.....	67
I. Médiation et conflits de voisinage.....	68
II. Structures de médiation de voisinage à Genève	69
III. Processus de médiation	71
IV. Pratique de la police et du pouvoir judiciaire	72
Conclusion	74

La médiation commerciale : quelques exemples tirés de la pratique

BIRGIT SAMBETH GLASNER..... 77

Introduction.....	77
I. La Médiation commerciale.....	78
A. Définition	78
B. Particularités.....	79
1. Médiation ad hoc et médiation institutionnelle.....	79
2. Le processus de médiation commerciale	79
3. La médiation pour quels conflits commerciaux ?	81
II. Quelques exemples tirés de la pratique	82
A. Médiation post M&A : "it is not only about money".....	82

B. Médiation en matière de bail : "check de réalité !"	83
--	----

Les services de médiation proposés par la Swiss Chambers' Arbitration Institution

CAROLINE MING	85
----------------------	-----------

Introduction	85
--------------	----

I. La médiation sous le Règlement suisse de médiation commerciale	86
A. Les services de médiation de SCAI	87
1. Le rôle du Secrétariat de SCAI	88
2. Le rôle du médiateur	89
3. Le rôle des parties	90
4. Le rôle de l'avocat	91
B. L'exécutabilité de l'accord amiable	91
C. Les aspects financiers de la médiation	92
D. La révision du Règlement de médiation	93
II. La combinaison de l'arbitrage et de la médiation	93
Conclusion	94

Médiation commerciale : Un témoignage. Comment conjuguer les intérêts de la famille et ceux des entreprises dans les conflits successoraux

JEAN MIRIMANOFF	95
------------------------	-----------

Introduction	95
I. Articulation procédurale	95
II. Etat de fait	96
III. Déclarations devant le juge lors des audiences	96
IV. Suite	97
A. Les héritiers	98
B. Les entreprises	98
Conclusion	99

Médiation administrative

FABIENNE BUGNON	101
------------------------	------------

Introduction	101
I. La médiation au sein de l'administration genevoise	101
A. L'effet déclencheur : la nouvelle Constitution	101
B. L'application de l'article 115	102
C. Médiateur ou Ombudsman ?	102
D. L'indépendance du médiateur administratif	105
E. La neutralité : une posture adaptable ?	105
F. Conclusion	105
II. L'organe de médiation de la police	106

Mediation at the Court of Arbitration for Sport (CAS)

JOSÉ LUIS ANDRADE.....111

Introduction.....	111
I. The procedure	112
II. The numbers.....	115
A. CAS Arbitration vs CAS Mediation.....	115
B. Sports discipline and type of dispute.....	116
C. Outcomes of CAS mediation.....	117
III. Factors for growth.....	118
Conclusion	120

L'avocat et la médiation – entrez dans la danse !

CINTHIA LÉVY.....121

Introduction.....	121
I. La médiation : Définition – Processus – Parties.....	122
II. Rôle de l'avocat avant le processus de médiation : l'avocat, conseil indispensable.....	124
III. Rôle de l'avocat pendant le processus de médiation : l'avocat partenaire.....	126
IV. Rôle de l'avocat après le processus de médiation : l'avocat expert.....	128
Conclusion : Entrez dans la danse.....	130

Le choix du médiateur

INGRID ISELIN ZELLWEGER.....131

Introduction.....	131
I. Processus de désignation du médiateur	132
A. La liberté de choix des parties	132
B. Le processus de désignation	133
1. Les parties organisent elles-mêmes la médiation.....	133
2. Les parties se soumettent à un règlement de médiation.....	133
II. Critères de désignation.....	134
A. Les qualifications essentielles	134
1. Indépendance.....	134
2. Neutralité.....	134
3. Impartialité (ou multi-partialité).....	134
B. Les autres qualifications.....	135
1. Compétence en technique de médiation	135
2. Compétence s'agissant de l'objet du conflit	136
3. Savoir-être du médiateur et qualités humaines	137
C. Un ou plusieurs médiateurs	137
Conclusion	138

La co-médiation ; un outil au service des médiateurs	
NATHALIE FAVRE / BRUNO MUNARI.....	139
Introduction.....	139
I. Exposé.....	140
Conclusion	142
Clauses <i>multi-tiered</i> et la fenêtre de médiation	
PIERRE KOBEL.....	143
I. Clauses <i>multi-tiered</i> traditionnelles.....	143
II. Expériences pratiques sur la médiation préalable et fenêtre de médiation	144
III. Vers la médiation en cours d'instance.....	147
Conclusion	150
Partie B Arbitrage.....	151
Arbitrage commercial international	
SÉBASTIEN BESSON.....	153
Introduction.....	153
I. Le régime légal applicable à l'arbitrage international en Suisse	154
II. Les caractéristiques essentielles du droit suisse de l'arbitrage international	155
III. La convention d'arbitrage	156
IV. La composition du tribunal arbitral	158
V. La procédure arbitrale	159
VI. Le recours contre la sentence	160
VII. La reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales.....	161
Conclusion, un regard sur l'avenir	162
Les services d'arbitrage proposés par la Swiss Chambers' Arbitration Institution	
VALÉRIANE OREAMUNO.....	163
Introduction.....	163
I. L'arbitrage institutionnel : le Règlement suisse d'arbitrage international.....	164
A. Le rôle de la Cour et du Secrétariat	165
B. Le rôle du tribunal arbitral.....	166
C. Spécificités du Règlement suisse.....	167
1. La procédure accélérée : une sentence dans les six mois.....	167
2. L'arbitre d'urgence : des mesures provisoires sous 15 jours	168
D. Introduire un arbitrage sous le Règlement suisse	169
1. Aspects pratiques.....	169
2. Aspects financiers.....	170
II. Un soutien à l'arbitrage ad hoc : SCAI comme autorité de nomination.....	171
Conclusion	172

WIPO Mediation and Arbitration

IGNACIO DE CASTRO / HEIKE WOLLGAST173

Introduction..... 173

I. WIPO Arbitration and Mediation Center 173

 A. WIPO ADR Procedures..... 173

 B. The Role of the WIPO Center 174

II. WIPO Mediation 175

 A. WIPO Mediation Rules 175

 B. Submission to WIPO Mediation..... 176

 C. Principal Stages in WIPO Mediation..... 176

 1. Request for Mediation 176

 2. Appointment of the Mediator 177

 3. Conduct of the Mediation 177

III. WIPO Arbitration..... 178

 A. WIPO Arbitration Rules 178

 B. Submission to WIPO Arbitration 179

 C. Principal Stages in WIPO Arbitration 179

 1. Request for Arbitration..... 179

 2. Establishment of the Arbitral Tribunal 179

 3. Conduct of the Arbitration..... 180

 D. WIPO Expedited Arbitration 181

Conclusion 182

L'arbitrage *ex aequo et bono*

LAURENT HIRSCH.....183

Introduction..... 183

I. Le concept 183

II. L'importance pratique 184

III. Le cadre légal 185

IV. Le contrôle judiciaire 185

V. La portée du contrat 186

VI. La notion d'équité 187

VII. L'utilité pour les parties 188

VIII. Les exigences pour l'arbitre 190

IX. L'exequatur 191

Conclusion 191

Arbitrage en matière de construction

BERND EHLE.....193

Introduction..... 193

I. Nature et particularités des litiges de construction 194

II. Problématiques spécifiques de procédure 195

A. Les modes « gradués » de résolution des litiges.....	195
B. Les clauses d'arbitrage contradictoires.....	196
C. L'intervention de tiers à la procédure.....	197
III. Préservation et recueil des éléments de preuve	197
Conclusion	198

L'arbitrage de cas immobiliers

JEAN-MARC SIEGRIST.....	199
Introduction.....	199
I. La casuistique ordinaire	199
II. Les cas particuliers justifiant l'arbitrage	200
A. La vente d'un bâtiment en cours de rénovation.....	201
B. Succession comportant des actifs immobiliers de nature différente	203
C. Evaluation des prestations d'un architecte	204
Brève conclusion.....	204

Arbitrage en matière de propriété intellectuelle

THOMAS LEGLER.....	207
Introduction.....	207
I. La typologie des droits de propriété intellectuelle et des litiges y relatifs.....	208
II. L'arbitrabilité des litiges en matière de propriété intellectuelle	210
A. Généralités.....	210
B. En Suisse	211
C. Vers un changement en Europe ?	211
D. Options des parties	212
III. Les avantages de l'arbitrage concernant les litiges en matière de propriété intellectuelle.....	213
A. Efficacité	213
B. Le choix des arbitres.....	214
C. La confidentialité.....	215
D. La rédaction de la clause arbitrale	215
Conclusion	216

L'arbitrage multipartite

ALEXANDRA JOHNSON.....	219
Introduction.....	219
I. La diversité des situations multipartites	220
II. Les règles applicables en cas d'arbitrage multipartite.....	221
A. La convention d'arbitrage	221
B. Les règles institutionnelles	221
C. Les lois nationales	222

1. La <i>lex causae</i>	222
2. La <i>lex arbitri</i>	222
a) Le CPC.....	222
b) La LDIP.....	223
III. La consitution du tribunal arbitral dans un arbitrage multipartite	223
IV. L'extension de la clause d'arbitrage à un tiers	225
V. La consolidation de procédures arbitrales	226
VI. Les difficultés liées aux procédures parallèles et quelques pistes pour les résoudre.....	227
Conclusion	228

Arbitrage en matière sportive

LUCA BEFFA / FABRICE ROBERT-TISSOT	229
---	------------

Introduction.....	229
I. Adjudication de litiges sportifs.....	229
A. Le TAS et les autres "tribunaux arbitraux" sportifs.....	229
B. Les caractéristiques principales de l'arbitrage TAS	230
II. Les défis de l'arbitrage en matière sportive	233
A. Le caractère "forcé" ou "non-consensuel" de l'arbitrage TAS.....	233
B. L'indépendance du TAS	235

L'arbitrage d'investissement

MICHAEL E. SCHNEIDER.....	239
----------------------------------	------------

Introduction.....	239
I. L'arbitrage contractuel et l'internationalisation du contrat	240
II. De la protection plus ou moins « diplomatique » à des tentatives multilatérales de protection des investissements	241
III. La Convention de Washington et le CIRDI.....	242
IV. Les Traités d'investissement	243
V. Questions spécifiques.....	244
A. La compétence.....	245
B. Le droit applicable.....	246
C. Règles de procédure et transparence	246
D. Les décisions, moyens de recours et exécution des sentences	247
Conclusion : critiques du régime actuel et perspectives.....	248

L'arbitrage en droit public suisse

ELEANOR MCGREGOR.....	249
------------------------------	------------

Introduction.....	249
I. Le concept de l'arbitrage en droit public.....	251
II. L'arbitrabilité des litiges de droit public	251
III. La procédure arbitrale	255

A. La <i>lex arbitri</i>	255
B. La <i>lex causae</i>	256
C. La confidentialité.....	256
D. Les voies de recours	257
Conclusion	258

Le choix de l'arbitre

PIERRE-YVES GUNTER	259
---------------------------------	------------

Introduction.....	259
I. Le choix de l'arbitre	259
A. Processus de désignation	259
1. Par les parties.....	259
2. Par des institutions.....	262
B. Critères de désignation	264
1. Les qualifications essentielles	264
2. Les autres qualifications	265
Conclusion	267

The Pledge for equal representation and diversity in international arbitration

DOMITILLE BAIZEAU	269
--------------------------------	------------

Introduction.....	269
I. The Pledge for equal representation in arbitration: what is it about?	269
II. Gender diversity international arbitration	273
Conclusion	276

Partie C Autres méthodes de résolution des litiges.....277

Le droit collaboratif (*Collaborative Law*) : un nouvel outil dans la gestion amiable des différends

CHRISTOPHE IMHOOS	279
--------------------------------	------------

Introduction.....	279
I. Qu'est-ce que le droit collaboratif ?.....	280
A. Le droit collaboratif en un coup d'œil	280
B. Ses origines, son développement.....	281
C. Les principes fondateurs du droit collaboratif	282
D. Le changement de paradigme : une autre manière de gérer les litiges.....	282
II. L'équipe collaborative.....	283
A. Le rôle de l'avocat	283
B. La place et rôles des clients	284
C. Les tiers intervenants.....	284
III. Le processus collaboratif.....	285
A. Déroulement	285

B. Les avantages de la pratique du droit collaboratif	286
1. Pour les Avocats	286
2. Pour les Clients	286
C. Coûts et durée du processus	287
IV. Les perspectives du droit collaboratif	287
A. Un mouvement dans le courant des modes amiables	287
B. Champs d'application	288
Conclusion	288

Dispute Boards

CHRISTOPHER KOCH	289
Introduction	289
I. Le DB en tant qu'instrument d'ADR	289
II. Typologie des DBs	290
III. Le DAB dans les conditions générales de contrat de la FIDIC	291
A. Constitution du DAB	292
B. Procédure devant le DAB	293
C. La décision du DAB	294
D. Caractère obligatoire de la procédure pré-arbitrale des conditions FIDIC	295
IV. Les DB selon le règlement relatif aux DB de la CCI	296
V. Coût et efficacité des DB	297
Conclusion	298

La nature bicéphale de l'expertise-arbitrage

ELENA NEIDHART	299
Introduction	299
I. Concept de l'expertise-arbitrage	299
A. Définition de l'expertise-arbitrage	300
B. Validité d'une convention d'expertise-arbitrage	301
C. Effets d'un rapport d'expertise-arbitrage	301
II. Traits caractéristiques de l'expertise-arbitrage	302
A. Distinction entre l'expertise-arbitrage et l'arbitrage	302
B. Distinction entre l'expertise-arbitrage et l'expertise privée	304
III. L'expertise-arbitrage en perspective : avantages et aspects lacunaires ou problématiques	304
A. Avantages de l'expertise-arbitrage	304
B. Aspects lacunaires ou problématiques de l'expertise-arbitrage	305
Conclusion	306

La conciliation judiciaire

DAVID ROBERT	309
Introduction	309
I. La place de la conciliation dans le CPC	309

II. La mise en oeuvre de la conciliation judiciaire au sein du TPI	310
III. Les "tâches" de l'autorité de conciliation (art. 201 al. 1 CPC).....	312
Conclusion	316

La conciliation en matière de baux et loyers

SANDRA VIGNERON-MAGGIO-APRILE.....	319
---	------------

Introduction.....	319
I. Conciliation et baux et loyers.....	320
II. Composition et compétence de la CBL	321
III. Piliers fondamentaux de la conciliation	322
A. Confidentialité.....	322
B. Processus informel	323
C. Objet du litige.....	323
D. La comparution personnelle	324
IV. Durée de la conciliation.....	326
V. Gratuité	326
VI. Actes d'instruction	327
VII. Accord et procès-verbal de conciliation	327
Conclusion	330

Protection de la personnalité au travail : Le dispositif du Groupe de confiance de l'Etat de Genève

SOPHIE DE WECK HADDAD	331
------------------------------------	------------

Introduction.....	331
I. Le cadre juridique de la protection de la personnalité.....	331
II. Présentation du dispositif de l'Etat de Genève.....	332
A. Principes déontologiques.....	333
B. Les prestations du GDC	333
1. Les outils des démarches informelles	333
2. La démarche formelle : l'investigation	335
3. Les mesures de protection	336
4. Information et prévention	336
C. Des outils multiples.....	336
III. Expérience du GDC en matière de médiation	338
A. La médiation au travail.....	338
B. Aspects pratiques liés à la médiation au travail.....	339
Conclusion	341

Bureau de l'Amiable Compositeur : une réponse sur mesure à une question complexe

MARTINE BRUNSCHWIG GRAF.....	343
-------------------------------------	------------

I. Décision politique en 1995.....	343
------------------------------------	-----

II.	Un champ d'intervention potentiel élargi.....	343
A.	La Genève internationale en chiffres 2017.....	344
III.	Immunité diplomatique et règlement d'un litige.....	345
IV.	Création du BAC et évolution de sa structure.....	345
V.	Le BAC au quotidien.....	346
A.	Principes et fonctionnement.....	346
B.	Principales caractéristiques de l'activité du BAC.....	348
C.	Problématiques abordées.....	349
VI.	Quelques réflexions pour le futur.....	350

Les Ombudsmans, des médiateurs souvent inconnus

FLORENCE BETTSCHART.....353

Introduction.....	353	
I.	Ombudsman des banques suisses.....	354
A.	Organisation.....	354
B.	Mission.....	355
C.	Procédure.....	355
D.	Limites de la procédure de médiation.....	356
E.	Cas concrets.....	356
II.	Ombudscom.....	357
A.	Organisation.....	357
B.	Mission.....	357
C.	Procédure.....	358
D.	Limites de la procédure de médiation.....	358
E.	Cas concrets.....	359
Conclusion.....	359	

Le règlement des différends au sein de l'Organisation mondiale du commerce

CAMILLE FLÉCHET.....361

Introduction.....	361	
I.	La procédure "ordinaire".....	362
II.	L'arbitrage.....	365
A.	L'arbitrage au soutien de la procédure ordinaire.....	365
B.	L'arbitrage <i>ad hoc</i>	366
Conclusion.....	367	

Partie D Différents domaines de litiges.....369

Propositions tendant à la régulation efficace des transitions familiales

ANNE REISER.....371

Introduction.....	371	
I.	Le contenu souhaitable des accords.....	374
II.	La collaboration multidisciplinaire créatrice de cadres cohérents.....	376

III. L'association aux accords des personnes représentant un obstacle à ceux-ci ou une condition de leur exécutabilité.....	377
IV. Le type de processus envisageable.....	377
Conclusion.....	379

La résolution à l'amiable des conflits en droit du travail

NATHALIE SUBILIA.....	381
Introduction.....	381
I. De l'obligation légale de protéger l'employé dans le cadre des rapports de travail.....	382
II. La résolution à l'amiable des litiges en droit du travail.....	383
A. Généralités.....	383
B. La médiation en cas de conflits dans les rapports de travail.....	384
Conclusion.....	386

Le rôle du notaire dans la résolution des litiges successoraux

COSTIN VAN BERCHEM.....	389
Introduction.....	389
I. Tiers.....	390
II. Impartial.....	390
III. Spécialiste.....	391
IV. Actif en amont.....	392
V. Actif en aval.....	392
VI. Étroitement surveillé.....	393
VII. Autres caractéristiques.....	393
Conclusion.....	394

Médiation et arbitrage dans les services financiers (conseil en placement et gestion de fortune)

LUC THÉVENOZ.....	395
Introduction.....	395
I. Tour d'horizon.....	396
A. États-Unis.....	396
B. Europe.....	397
C. Singapour et Hong Kong.....	399
II. Loi sur les services financiers : la généralisation de la médiation.....	400
III. Arbitrage ?.....	402

La résolution des litiges dans les foires

MICHÈLE BURNIER.....	405
Introduction.....	405
I. La foire Baselworld organisée par MCH Group.....	406

A.	Champ d'application	407
B.	Composition du Panel	407
C.	Procédure devant le Panel	407
D.	Procédure de recours contre les décisions du Panel	408
E.	Procédure indépendante d'établissement des preuves (constat).....	408
II.	La procédure d'urgence spéciale pour le règlement des litiges de propriété intellectuelle survenant dans le cadre de salons organisés à Palexpo	409
A.	Champ d'application	409
B.	Nomination de l'expert	410
C.	Procédure applicable à la procédure d'urgence.....	410
D.	Procédure de recours	411
III.	Les points communs aux deux systèmes	411
IV.	Analyse des systèmes mis en place	413
	Partie E Aspects généraux et transversaux.....	415
	Les ADR et l'orientation préalable	
	JEAN GAY	417
	Introduction.....	417
I.	Les multiples possibilités de résoudre un conflit.....	417
A.	L'évitement	418
B.	La décision prise par un tiers.....	418
1.	Le « mini trial »	418
2.	L'avis de droit coercitif.....	418
3.	L'avis technique coercitif.....	419
C.	La décision émanant des parties elles-mêmes	419
1.	La négociation	419
2.	La médiation.....	420
3.	La conciliation.....	420
4.	« Collaborative Lawyer »	421
5.	« Pools » de gestionnaires de conflits.....	421
D.	Les alternatives mixtes : tiers facilitateur et/ou décisionnaire	422
1.	« MED-ARB ».....	422
2.	Le « Early Neutral »	422
II.	La « Early Evaluation » ou l'Orientation préalable.....	422
A.	L'évaluation du litige proprement dit ou l'analyse du dossier sous son angle objectif.....	423
1.	Les chances de succès	423
2.	Une décision judiciaire est objectivement nécessaire ou souhaitable	423
B.	La prise en considération des facteurs humains ou l'analyse du dossier sous son angle subjectif.....	423

1. Importance du facteur « coût »	424
2. Importance du facteur « temps »	424
3. Importance des relations avec l'adverse partie	424
4. Amour/aversion du risque	424
5. Autres facteurs psychologiques	424
6. Élément culturel	425
7. Transparence	425
C. Le choix : recourir à des tables	425
Conclusion	427

The Global Pound Conference (GPC) Series, The future of commercial ADR and mixed modes: How does Geneva compare?

JEREMY LACK	429
Introduction.....	429
I. The GPC Series	429
A. Demographics.....	430
II. The preliminary GPC results.....	432
III. Where do Geneva's results differ?	434
IV. Mixed modes and the Swiss potential	436
Conclusion	438

Le rôle du juge civil dans la résolution amiable des litiges

SOPHIE THORENS-ALADJEM	439
Introduction.....	439
I. La conciliation au cours de la procédure au fond	440
A. La rédaction de l'accord	441
B. Les conséquences judiciaires de l'accord.....	441
II. L'envoi en médiation	442
A. La médiation durant la procédure au fond	443
B. La prise en charges des frais de la médiation	444
C. Combien d'affaires envoyées en médiation par le Tribunal civil genevois ?.....	445
En guise de conclusion.....	445

Approche du juriste d'entreprise aux méthodes de résolution de litige

NICOLAS BURGNER	447
Introduction.....	447
I. Facteurs à prendre en considération	448
A. Les éventuelles contraintes budgétaires.....	448
B. La nécessité d'obtenir une décision de justice en force et publiée	448
C. Les contraintes temporelles	448
D. Les coûts internes	449
E. Les risques de la procédure	449

F. Appréciation globale	449
II. Obstacles à un règlement amiable et aux voies alternatives de résolution de litiges.....	450
A. Obstacles externes.....	450
B. Obstacles internes.....	450
Conclusion	451
Protection juridique, médiation, digitalisation : la révolution. Objectifs :	
Présentation de l'expérience en médiation d'un assureur protection juridique	
MARCEL PAQUIER.....	453
Introduction.....	453
I. La protection juridique : une réalité socio-économique	454
II. Un besoin immense non assouvi, pour l'accès au droit et à la justice : à la recherche de la satisfaction client.....	454
III. Le développement de la médiation.....	455
IV. Vers un changement de paradigme dans la gestion des sinistres.....	456
V. Convaincre, convaincre : une décision politique avant tout.....	457
VI. La médiation : un état d'esprit.....	458
VII. Principe de confidentialité et organisation dissociée de la gestion des sinistres	459
VIII. La digitalisation : la révolution	460
Conclusion	461
Les biais dans les processus décisionnels	
CATHERINE AUDRIN / DAVID SANDER	463
Introduction.....	463
I. De KAHNEMAN à THALER : l'importance des biais dans la prise de décision.....	464
II. Les émotions dans la prise de décisions : biais ou guide ?.....	467
Conclusion	470
Bibliographie choisie.....	473
Table des matières.....	477